

COMMUNIQUÉ

Complicité de France compétences pour fragiliser les formations et les diplômes professionnels

Comme chaque année depuis 3 ans, France Compétences publie les fiches de description synthétiques des 28 métiers prétendument émergents ou en cours d'évolution. Le label « émergent » autorise une procédure d'enregistrement simplifiée des modalités de certifications.

Parmi les métiers cités, un bon nombre bénéficie déjà de qualifications reconnues depuis de nombreuses années comme ceux de couvreur, plombier-chauffagiste, serrurier métallier ou encore technicien en électronique ou technicien d'installation et de maintenance de systèmes énergétiques.

Le SNUEP -FSU rappelle que ce sont les diplômes qui, dans les cas cités ici existent déjà, valident la formation à ces métiers et que les lycées professionnels sont tout à fait aptes et performants pour former les jeunes. Il est éclairant de rappeler que les formations conduisant aux métiers cités comme émergents ont été fermées ou fortement réduites ces dernières années pour des raisons purement budgétaires...

Alors que le SNUEP-FSU revendique dans les rectorats une politique volontariste pour ouvrir des filières notamment dans l'industrie ou dans les métiers en tension pour former les jeunes à ces métiers, le ministère le refuse systématiquement.

Pour le SNUEP-FSU, quand un métier évolue, notamment par la prise en compte des enjeux liés à la transition écologique et à la digitalisation, alors de nouveaux diplômes doivent être créés. Cette politique stupide, qui instrumentalise l'évolution des métiers pour en rabattre sur la formation et imposer des certifications de compétences au rabais, doit cesser car elle est dangereuse pour l'avenir des jeunes.

Ces dernières années, les politiques menées en matière de formation professionnelle ont été calamiteuses, que ce soit pour la formation initiale comme pour la formation continue des salarié-es ou des chômeurs et chômeuses. La loi « avenir pro », le développement anarchique de l'apprentissage à coup de dizaines de milliards d'argent public ainsi que la transformation de la voie professionnelle voulue par J.-M. Blanquer ont participé à accroître dangereusement la pénurie de personnels dans certains secteurs d'activité. Cette pénurie ne se résoudra aucunement par des formations réduites à quelques jours ou quelques semaines, pensées dans l'urgence et en développant de nouvelles micro-certifications. Ce problème risque même de s'accroître si une rupture avec les choix opérés sous le dernier quinquennat n'est pas rapidement amorcée. Les jeunes ont besoin d'une formation professionnelle initiale globale solide et équilibrée entre savoirs généraux et professionnels qui leur permette réellement d'accéder à un métier et qui soit garante d'une insertion sociale et professionnelle durable. Les lycées professionnels sont les mieux à même de répondre à ce besoin.